



Maître d'ouvrage
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT TREGOR
ZA de Conventant – Vraz
CS 50042
22 220 MENIHY TREGUIER

**REVISION PARTIELLE DES ETUDES DE
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE

FEVRIER 2014

EF Etudes
4, rue Galilée BP 4114, 44341 BOUGUENAIS Cedex
Téléphone : 02 51 70 67 50, Télécopie : 02 51 70 62 85

S.A.S au capital de 169 440 € – RCS Nantes B 349 435 610 – Siret 349 435 610 00036



SOMMAIRE

| | | |
|-------|--|----|
| 1 | PREAMBULE | 3 |
| 2 | INTRODUCTION..... | 3 |
| 3 | CADRE JURIDIQUE | 3 |
| 4 | CARACTERISTIQUES DE L'AIRE D'ETUDE | 5 |
| 4.1 | SITUATION GEOGRAPHIQUE..... | 5 |
| 4.2 | MILIEU NATUREL..... | 5 |
| 4.2.1 | TOPOGRAPHIE ET BASSINS VERSANTS | 5 |
| 4.2.2 | GEOLOGIE | 5 |
| 4.2.3 | EXPLOITATION ET ALIMENTATION EN EAU POTABLE..... | 5 |
| 4.2.4 | CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT | 5 |
| 4.2.5 | LE MILIEU RECEPTEUR..... | 6 |
| 4.3 | RAPPEL DE L'ETUDE DE ZONAGE DE 1999..... | 8 |
| 4.3.1 | CONTRAINTES PARCELLAIRES | 8 |
| 4.3.2 | PEDOLOGIE | 8 |
| 4.3.3 | PROPOSITIONS DU BUREAU D'ETUDES | 9 |
| 4.3.4 | DECISION DU SYNDICAT | 9 |
| 5 | SITUATION ACTUELLE | 10 |
| 5.1 | DEMOGRAPHIE ET URBANISATION | 10 |
| 5.1.1 | POPULATION – HABITAT..... | 10 |
| 5.1.2 | URBANISATION..... | 12 |
| 5.2 | LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT ACTUEL..... | 14 |
| 5.3 | ETUDE DIAGNOSTIQUE DES ASSAINISSEMENTS AUTONOMES | 15 |
| 6 | ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE COMPARATIVE | 18 |
| 6.1 | LA REHABILITATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS..... | 18 |
| 6.2 | LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF | 19 |
| 6.3 | MODALITES D'AIDES A LA REALISATION DES TRAVAUX | 20 |
| 6.4 | COZ CARRADEC ET CONVENANT BOZEC | 21 |
| 6.5 | COZ CARRADEC | 22 |
| 6.6 | LA VILLE NEUVE..... | 23 |
| 6.7 | KERDREZ..... | 24 |
| 6.8 | POUL BARA GUEN OPTION 1..... | 25 |
| 6.9 | POUL BARA GUEN OPTION 2..... | 26 |
| 6.10 | INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT COZ CARRADEC ET CONVENANT BOZEC..... | 27 |
| 6.11 | INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT COZ CARRADEC | 28 |
| 6.12 | INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT LA VILLE NEUVE | 29 |
| 6.13 | INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT KERDREZ | 30 |
| 6.14 | INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT POUL BARA GUEN OPTION 1..... | 31 |
| 6.15 | INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT POUL BARA GUEN OPTION 2..... | 32 |
| 6.16 | COMPARAISON | 33 |
| 6.17 | PROPOSITION DE ZONAGE | 33 |
| 7 | DETERMINATION DU ZONAGE | 34 |
| 7.1 | DECISION DE LA COLLECTIVITE | 34 |
| 7.2 | RESEAU PLUVIAL | 34 |
| 8 | AVERTISSEMENT | 36 |
| 9 | ANNEXE : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF | 39 |
| 9.1 | PRESRIPTIONS COMMUNES..... | 39 |
| 9.1.1 | REGLES D'IMPLANTATION DES DISPOSITIFS DE TRAITEMENT | 39 |



| | | |
|-------|--|----|
| 9.1.2 | EXECUTION DES TRAVAUX ET MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS | 39 |
| 9.2 | TRAITEMENT..... | 41 |



1 PREAMBULE

Cette étude de révision de zonage a été réalisée pour la communauté de communes du Pays Rochois. Le 1^{er} janvier 2013, cette communauté de communes a fusionné avec la communauté de communes des Trois rivières pour former la communauté de communes du Haut Trégor qui regroupe maintenant 15 communes. Le rapport provisoire a été présenté à la commission « assainissement » de la communauté de communes du Pays Rochois le 25 Octobre 2011 et le rapport modifié après la réunion a été transmis le 2 Novembre 2011. En 2012, l'étude n'a pas évolué compte tenu du projet de fusion entre les deux communautés de communes.

En 2013, la régularisation administrative a été effectuée et l'avancement de cette étude a repris. Une réunion de présentation à la nouvelle assemblée a été effectuée le 26 Septembre 2013. Cette réunion exposait le contexte de l'étude, les différents scénarios étudiés et l'orientation provisoire du plan de zonage.

En fonction de ces éléments présentés lors de cette réunion, les représentants de la communauté de communes du Haut Trégor vont valider le périmètre du zonage d'assainissement collectif pour le soumettre à la procédure d'enquête publique.

2 INTRODUCTION

Une première étude de zonage a été réalisée en 1999. Cette étude permettait de définir les secteurs relevant de l'assainissement collectif et ceux restant en assainissement autonome.

Cette étude avait permis d'établir un plan de zonage d'assainissement. Ce document de délimitation des zones d'assainissement collectif est évolutif au même titre que les documents d'urbanisme. La Communauté de Communes du Pays Rochois souhaite actualiser la délimitation des plans de zonage d'assainissement sur les communes de Tréguier, Langoat et Pommerit Jaudy. Les collectivités procèdent à l'actualisation de leurs documents d'urbanisme par l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme, il est donc nécessaire de modifier le plan de zonage d'assainissement. Une nouvelle délibération devra donc être prise pour valider le nouveau périmètre collectif.

Ce nouveau dossier se compose de quatre chapitres :

- les données caractéristiques des communes,
- un rappel de l'ancienne étude de zonage de 1999,
- une actualisation des données démographiques, une présentation des projets d'urbanisation et une synthèse de la situation de l'assainissement collectif et non collectif,
- le projet de plan de zonage qui sera accompagné de la délibération fixant le périmètre du nouveau zonage d'assainissement.
- les différentes filières d'assainissement autonome préconisées avec les fiches descriptives.

3 CADRE JURIDIQUE

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de « l'assainissement collectif » et les zones relevant de « l'assainissement non collectif » ainsi que les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux, en application de l'Article L



2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) modifié par la Loi N° 2010-788 du 12 Juillet 2010 Art 240.

| |
|--|
| <p style="text-align: center;">Article L2224-10 Modifié par LOI n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240</p> <p>Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :</p> <p>1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;</p> <p>2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;</p> <p>3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;</p> <p>4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.</p> <p>NOTA:</p> <p><i>Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement.</i></p> |
|--|

Ces zones sont délimitées après Enquête Publique, selon les dispositions des Articles R 2224-6 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales (Décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales).

L'Enquête Publique préalable à la définition des zones d'assainissement est précisée par l'Article R 2224-8 Code général des Collectivités Territoriales.

« Art. R. 2224-8. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement »

La présente Enquête Publique répond également aux obligations de la Loi N° 83-630 du 12 Juillet 1983 soumettant à Enquête Publique les opérations d'aménagement susceptible d'affecter l'environnement et les opérations de planification urbaine considérées comme affectant nécessairement l'environnement. Cette loi a été abrogé par ordonnance N°2000-914 du 18 septembre 2000 et consolidée le 1^{er} janvier 2001.

La procédure mise en œuvre pour l'Enquête Publique est régie par les dispositions contenues dans les Articles R 123-19 du Code de l'Urbanisme ainsi que dans l'Article R 2224-8 du Code général des Collectivités Territoriales :

« Art. R. 2224-8. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement. »

Le dossier est constitué selon les dispositions de l'Article R 2224-9 du Code général des Collectivités Territoriales :

« Art. R. 2224-9. - Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé »



4 CARACTERISTIQUES DE L'AIRE D'ETUDE

4.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le territoire de la Communauté de Communes du Pays Rochois est situé au nord du département des Cotes d'Armor à 20 kilomètres à l'est de Lannion et 60 kilomètres au Nord/ouest de Saint Brieuc.

La Communauté de Communes du Pays Rochois est constituée 6 communes : Hengoat, Langoat, La Roche Derrien, Pommerit-Jaudy, Troguéry et Pouldouran.

4.2 MILIEU NATUREL

4.2.1 TOPOGRAPHIE ET BASSINS VERSANTS

La zone d'étude présente un territoire assez vallonné. Les points bas se situent au niveau des vallées du Guindy, du Jaudy et des ruisseaux du Steren, du Run An Coz et de Pen Bizen. Le point haut se situe en limite sud sur la commune de Pommerit Jaudy avec une altitude de 92 mètres.

4.2.2 GEOLOGIE

Le substratum géologique du secteur d'étude est constitué par des formations sédimentaires schistes de Saint Lô et schistes amphiboliques et porphyrites. L'altération des ces formations génère des sols argileux. Ces schistes sont recouverts de limons ocre d'origine éolienne de type loessique. Les fonds de vallée sont constitués d'alluvions modernes. Ces informations sont issues de la carte géologique du BRGM au 80 000° N°42 Tréguier.

4.2.3 EXPLOITATION ET ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La distribution de l'eau potable est assurée par le SIAEP de Kerloazec qui regroupe 7 communes. Ce syndicat n'assure que la distribution. L'eau potable provient du SIAEP de Kerjaulez. Trois sites de captage par forage aliment le syndicat. Ils se situent sur les communes de Hengoat, Ploezal et Pommerit Jaudy. Pour cette dernière commune, les forages sont localisés au lieu dit « Launay » situé en limite avec la commune d'Hengoat. Un arrêté préfectoral d'Août 1990 réglemente les activités dans les trois périmètres de protection. Une cartographie à l'échelle cadastrale validée le 29 Avril 2002 permet de visualiser les parcelles concernées par ses périmètres.

4.2.4 CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT

Plusieurs zonages et inventaires environnementaux sont recensés sur le territoire concerné :

Biodiversité :

Directive « habitats » : ZSC (Natura 2000) : Trégor Goëlo référence FR5300010

Directive « Oiseaux » : ZPS Trégor Goëlo



Site et paysage :

Le littoral entre Penvenan et Plouha :

Eau et milieux aquatiques :

Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux : SAGE Argoat-Trégor-Goëlo (phase d'instruction).

4.2.5 LE MILIEU RECEPTEUR

L'ensemble de l'aire d'études appartient au système hydrographique du Jaudy. Le Jaudy prend sa source au sud du Ménez-Bré, à 240 m d'altitude sur la commune de Louargat. Il se jette dans la Manche après une course d'une longueur de 44,2 km orienté sud-nord.

L'estuaire du Jaudy est un aber qui s'étire sur une longueur de 16,5 km, depuis la limite de salure des eaux à la Roche Derrien, jusqu'à l'embouchure située entre les communes de Plougrescant et de Pleubian. Le Guindy et le Lizildry en rive gauche et le Bizien en rive droite constituent les principaux affluents estuariens du Jaudy en aval de la Roche Derrien. Le Jaudy est un cours d'eau peu profond et assez rapide.

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne a fixé des objectifs de qualité pour les principaux cours d'eau. L'objectif de qualité du Jaudy est la classe 1A en zone fluviale, soit une qualité très bonne. Cela signifie que la qualité de l'eau permet la vie normale des poissons et la production d'eau potable par des traitements simples.

Les collectivités locales (syndicats d'eau, de rivière, communautés de communes) des bassins versants du Jaudy, du Guindy, du Bizien et des ruisseaux côtiers situés dans le Trégor, ont entrepris une opération de reconquête de la qualité de l'eau depuis 1998, dont le maître d'ouvrage délégué est le Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau du Trégor. L'objectif est la préservation des ressources en eau potable, des milieux aquatiques et des différents usages de l'eau.

Un contrat de bassin versant, signé en février 2004 par l'ensemble des financeurs, prévoit, pour une durée de quatre ans (2003 à 2006), les actions nécessaires à mettre en place pour atteindre les objectifs fixés. Il s'inscrit dans le cadre de la convention Bretagne Eau Pure 2000-2006.

Plusieurs stations de suivi de la qualité des eaux sont présentes sur le Jaudy, le Guindy et le Bizien, gérées par la ARS, le réseau Départemental, ou le Réseau National de Bassin. Les résultats rassemblés dans le tableau suivant sont issues du Réseau de Bassin de Données sur l'Eau.



| Paramètres | Le Jaudy (2003-2005) | Le Jaudy (2006-2008) | Le Bizien (2003-2005) | Le Bizien (2006-2008) |
|-------------------------------------|-------------------------|--|--------------------------|--------------------------------------|
| Matières organiques et oxydables | Moyenne | Bonne | | Bonne |
| Matières azotées (hors nitrates) | Bonne | Bonne | | Bonne |
| Nitrates | Médiocre | Médiocre | Mauvaise | Mauvaise |
| Matières Phosphorées | Moyenne | Bonne | Moyenne | Bonne |
| Effets des proliférations végétales | Bonne | Très bonne | / | |
| Pesticides (dans les eaux brutes) | Bonne | Bonne à moyenne (partie aval) | Moyenne à Bonne | Bonne |
| Qualité biologique (IBGN) | Très bon (sauf 2005) | Très bonne (2006-2007) Bonne (2008) | / | Très bonne (2007) Bonne (2008) |
| Qualité biologique (diatomées) | Moyen | Moyenne (2006) Bonne (2008) | / | Bonne (2008) |

Qualité du Jaudy et du Bizien pour la période 2003-2008 (source : AELB)

Le SAGE Argoat-Trégor-Goëlo est en phase d'instruction. Le périmètre a été défini par arrêté préfectoral le 21 mai 2008 et la Commission Locale de l'Eau (CLE) a été arrêtée au 31 juillet 2009.

Le nouveau SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015 a été adopté le 15 octobre 2009 par le Comité de Bassin. Il redéfinit les objectifs pour les différentes masses d'eau en application de la Directive Cadre sur l'Eau. « Le Jaudy, depuis Treglamus jusqu'à l'estuaire » apparaît désormais comme une masse d'eau nommée FRGR0044. Sur ce secteur, le Jaudy fait partie des masses d'eau avec un risque de non atteinte du bon état en 2015, toutes causes confondues.

L'objectif défini sur le Jaudy est un *bon état chimique en 2015*. L'état chimique est destiné à vérifier le respect de Normes de Qualité Environnementale (NQE) fixées par des directives européennes. Cet état chimique qui comporte 2 classes (respect ou non respect des NQE), est évalué à partir de 41 paramètres répartis en 4 grandes familles : Pesticides, métaux lourds, polluants industriels, autres polluants. On pourra retenir le plomb et ses composés, les hydrocarbures aromatiques polycycliques, ...

Un second objectif du SDAGE Loire Bretagne est un *bon état écologique en 2015* pour le Jaudy. L'état écologique intègre des paramètres biologiques et des paramètres chimiques (polluants spécifiques) ainsi que des paramètres physico-chimiques et hydromorphologiques soutenant les paramètres biologiques. Il se décline en 5 classes d'état (très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais).



4.3 RAPPEL DE L'ETUDE DE ZONAGE DE 1999

L'étude de zonage avait été réalisée pour le SIDPAR (Syndicat Intercommunal de Développement du Pays Rochois). La Communauté de Communes du Pays Rochois a repris la compétence assainissement et est donc maintenant Maître d'Ouvrage pour cette révision d'étude de zonage.

4.3.1 CONTRAINTES PARCELLAIRES

Lors de l'examen visuel sur l'ensemble du territoire concerné, dix hameaux avaient été étudiés représentant 137 logements :

- Pour la commune de la Roche Derrien :
 - Bellevue : 23 habitations,
 - Saint Yves : 23 habitations,
- Pour la commune de Langoat :
 - Coz Caradec : 27 habitations,
 - Prat An Escop : 4 habitations,
 - Lezven : 25 habitations,
- Pour la commune de Pommerit-Jaudy :
 - Le Château d'eau : 11 habitations,
 - Pen Ar Crec'h : 7 habitations,
 - Kerguen : 7 habitations,
 - Pen Bizien : 12 habitations,
 - Pont Rod : 9 habitations.

De cet état des lieux, il ressortait la situation suivante :

- 94 % des assainissements non collectifs étaient non-conformes,
- 13 % des installations étaient constituées d'un prétraitement commun pour les eaux vannes et les eaux ménagères. La conformité était de 62 % pour ces installations,
- Pour les installations à filière séparée : fosse septique et dégraisseur, la conformité était nulle. Les rejets étaient évacués majoritairement dans un puisard pour les eaux provenant des fosses septiques. Pour les eaux ménagères, le rejet était soit dirigé vers un puisard (40%) ou au fossé (29%).

4.3.2 PEDOLOGIE

Les sondages réalisés sur les secteurs d'étude ont permis de déterminer l'aptitude des sols à l'épandage souterrain. Les sols étaient classés en trois catégories :

- Classe 1 : aptitude bonne pour l'épandage souterrain,
- Classe 2 : aptitude moyenne, il est nécessaire de reconstituer le sol,
- Classe 3 : aptitude faible, le sol ne permet pas la dispersion, il est nécessaire de recourir à une filière drainée avec rejet vers le milieu récepteur.



L'aptitude des secteurs d'étude se répartissait de la façon suivante :

- Saint Yves et Bellevue étaient classés en classe 1 avec des sols limono-argileux profonds,
- Prat An Escop et le secteur sud du Château d'eau étaient classés en classe 3 avec des sols constitués de limons
- Pont Rod était classé en classe 3 compte tenu de la faible épaisseur de sol,
- Le reste des secteurs d'étude était classé en classe 2 avec des sols limoneux à limono-argileux profonds.

4.3.3 PROPOSITIONS DU BUREAU D'ETUDES

L'étude technico-économique comparative entre la mise en place d'un assainissement collectif et la réhabilitation des assainissements non collectifs avait été réalisée sur les dix secteurs d'étude. Le Bureau d'études avait proposé :

- Raccordement sur le réseau collectif existant : Bellevue, Saint Yves, Prat An Escop et le secteur du Château d'eau,
- Mise en place d'un assainissement regroupé : Lezven et Coz Caradec,
- Le maintien de l'assainissement non collectif : Pen Ar Crec'h, Kerguen, Pont Rod et Pen Bizien.

4.3.4 DECISION DU SYNDICAT

Le syndicat avait décidé de raccorder les secteurs de Bellevue, de Saint Yves et du Château d'eau à l'assainissement collectif. Les autres zones d'étude restaient en assainissement non collectif. Un plan de zonage avait été réalisé en 2001 permettant la délimitation à la parcelle des secteurs classés en assainissement collectif.



5 SITUATION ACTUELLE

5.1 DEMOGRAPHIE ET URBANISATION

5.1.1 POPULATION – HABITAT

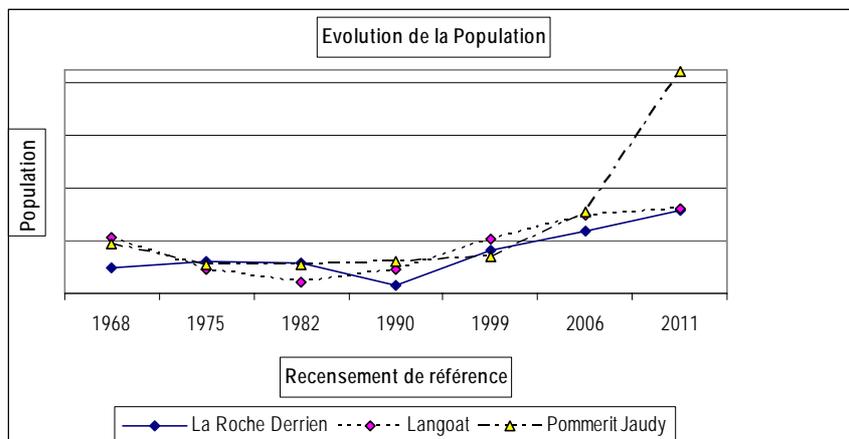
Dans le cadre de l'étude de zonage, la démographie (et son évolution au cours du temps), est un facteur très important. Elle sert, en effet, de base à toute prospective de dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement des effluents.

Les résultats des derniers recensements I.N.S.E.E. du secteur d'étude figurent dans les tableaux suivants.

| | Recensements | | | | Densité (en hab/km ²) en 2006 | Taux d'occupation en 2006 | Variation de la population 1990-1999 | Variation de la population 1999-2006 | Variation de la population 2006-2011 |
|------------------|--------------|------|------|------|--|------------------------------|---|---|---|
| | 1990 | 1999 | 2006 | 2011 | | | | | |
| La Roche Derrien | 883 | 1013 | 1086 | 1163 | 590 | 2.15 | 130 | 73 | 77 |
| Langoat | 942 | 1056 | 1148 | 1173 | 62 | 2.43 | 114 | 92 | 25 |
| Pommerit Jaudy | 972 | 989 | 1162 | 1692 | 57 | 2.83 | 17 | 173 | 530 |

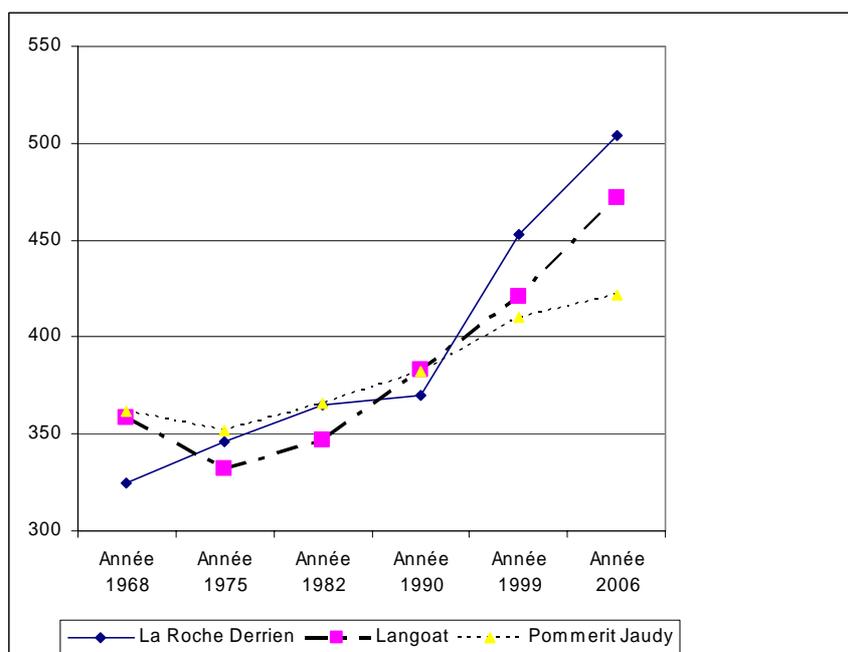
On observe une grande disparité entre les communes de La Roche Derrien/Langoat et Pommerit Jaudy où la population a fortement augmenté + 45 % entre 2006 et 2011. Le taux d'occupation varie aussi beaucoup entre les communes avec un taux d'occupation 2006 pour Pommerit Jaudy de 2,83. Ce taux traduit une population jeune qui occupe les habitations neuves des différents lotissements.

| | Population | | | | | | |
|------------------|------------|------|------|------|------|------|------|
| | 1968 | 1975 | 1982 | 1990 | 1999 | 2006 | 2011 |
| La Roche Derrien | 946 | 971 | 963 | 883 | 1013 | 1086 | 1163 |
| Langoat | 1062 | 941 | 894 | 942 | 1056 | 1148 | 1173 |
| Pommerit Jaudy | 1036 | 958 | 959 | 972 | 989 | 1162 | 1692 |



Les résidences secondaires représentent entre 10 et 15 % du parc des habitations sur les trois communes concernées. C'est surtout l'augmentation des résidences principales qui explique l'évolution de la population.

| Evolution du nombre de logements | | | | | | |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| | 1968 | 1975 | 1982 | 1990 | 1999 | 2006 |
| Ensemble des logements | 1186 | 1235 | 1364 | 1428 | 1570 | 1709 |
| La Roche Derrien | 325 | 346 | 365 | 370 | 453 | 504 |
| Langoat | 358 | 332 | 347 | 383 | 421 | 472 |
| Pommerit Jaudy | 362 | 352 | 366 | 382 | 410 | 422 |



A titre de comparaison, la densité de population du département des Côtes d'Armor était de 83 en 2006 et le taux d'occupation de 2,27 occupants par logement.



5.1.2 URBANISATION

Les communes concernées procèdent ou ont procédé à la révision de leurs documents d'urbanisme.

Le nombre de permis de construire est très variable selon les années et les communes puisqu'il s'agit souvent d'opérations d'urbanisation par tranche de lotissement.

| Année | Nombre de permis de construire | | |
|-------------------------|--------------------------------|-----------|----------------|
| | La Roche Derrien | Langoat | Pommerit Jaudy |
| 2005 | ND | ND | 4 |
| 2006 | 8 | 8 | 24 |
| 2007 | 10 | 4 | 7 |
| 2008 | 12 | 16 | 7 |
| 2009 | 5 | 9 | 5 |
| 2010 | 4 | 16 | 10 |
| 2011 | ND | 18 | ND |
| Moyenne annuelle | 8 | 12 | 10 |

Pour chaque commune, il est envisagé d'ouvrir des secteurs à la construction. Le nombre d'habitations potentielles à l'hectare est variable en fonction des zones et des communes. Pour ce qui concerne la Roche Derrien, leur PLU est arrêté et les estimations de constructions sont figées. Par contre pour Langoat et Pommerit Jaudy, les estimations peuvent encore évoluer. Le nombre d'équivalents habitants potentiellement raccordable sur la station peut aussi être estimé mais il est évolutif. Les tableaux ci-dessous listent par communes les différentes zones urbanisables : 1 AU : court terme, 2 AU : long terme.

LA ROCHE DERRIEN

| Secteur | Surface en hectares | Densité hectare | Nombre de constructions potentielles |
|--|---------------------|-----------------|--------------------------------------|
| 1 AU1 Rue du Pouliet | 0.45 | 20 | 9 |
| 2 AU2 Rue de Pitie | 0.7 | 20 | 14 |
| 1 AU3 Rue de Pouamon | 0.5 | 15 | 8 |
| 2 AU4 Rue du Bois du Renard | 2.6 | 12 | 31 |
| 1 AU5 Les Buttes | 1.3 | 12 | 16 |
| 2 AU6 Les Buttes | 0.6 | 10 | 6 |
| 1 AU7 Kerhamon | 1 | 10 | 10 |
| 2 AU8 Belle Vue | 1.49 | 10 | 15 |
| 1 AU9 Belle Vue | 0.66 | 10 | 7 |
| TOTAL des zones 1 AU | | | 49 |
| TOTAL des zones 2 AU | | | 66 |
| TOTAL | | | 115 |
| Nombre d'équivalents habitants en prenant un taux d'occupation de 2,2 (valeur INSEE 2006) | | | 253 |



LANGOAT

| Secteur | Surface en hectares | Densité hectare | Nombre de constructions potentielles |
|--|---------------------|-----------------|--------------------------------------|
| 1 AU1 | 0.94 | 12 | 11 |
| 1 AU2 | 1.5 | 12 | 18 |
| 2 AU3 | 1 | 12 | 12 |
| 2 AU4 | 0.5 | 12 | 6 |
| 2 AU5 | 3.4 | 12 | 41 |
| 1 AU6 | 1 | 12 | 12 |
| 1 AU7 (Coz Carradec) | 0.8 | 7 | 6 |
| TOTAL des zones 1 AU | | | 47 |
| TOTAL des zones 2 AU | | | 59 |
| TOTAL | | | 106 |
| Nombre d'équivalents habitants en prenant un taux d'occupation de 2,5 (valeur INSEE 2006) | | | 264 |

POMMERIT JAUDY

| Secteur | Surface en hectares | Densité hectare | Nombre de constructions potentielles |
|--|---------------------|-----------------|--------------------------------------|
| Zones d'habitations | | | |
| zones 1AU | 2.43 | 15 | 36 |
| zones 2AU | 4.09 | 15 | 61 |
| TOTAL | | | 98 |
| Nombre d'équivalents habitants en prenant un taux d'occupation de 2,8 (valeur INSEE 2006) | | | 274 |

| Zones d'activités | |
|---------------------------|---------------------|
| Secteur | Surface en hectares |
| zones 1AUy | 4.74 |
| zones 2AUy | 2.48 |
| Total AU activités | 7.22 |

L'urbanisation de l'ensemble des zones envisagées dans les PLU des trois communes représenterait une charge supplémentaire à la station d'épuration de 791 Equivalents Habitants. Cette estimation ne tient pas compte de la charge polluante des zones d'activités qui peut être générée soit par l'activité soit par les salariés travaillant sur site et l'activité.



5.2 LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT ACTUEL

La station d'épuration assure le traitement des eaux usées des trois communes concernées par l'étude. Elle de type boues activées à aération prolongée et sa mise en service date d'Avril 1994. Sa capacité est de 3500 Equivalents Habitants¹ avec un débit nominal de 525 m³/j et une capacité de 189 KG de DBO5/j. Le rejet s'effectue dans le Jaudy.

Le réseau est constitué de 21 484 mètres gravitaire et de 2270 mètres de refoulement (Source RAD 2009). Le refoulement est assuré par 8 postes de relevage et 5 déversoirs d'orage complètent l'ossature de ce réseau. Le réseau est entièrement séparatif mais des eaux parasites perturbent la collecte. Un bassin tampon en tête de station d'épuration assure la régulation des débits.

Le Rapport annuel 2010 du SATESE des Cotes d'Armor indique un fonctionnement correct de l'ouvrage sauf sur le paramètre azote. La charge hydraulique était de 66,6 % et l'organique de 35,2 %. Pour cette dernière, il est préférable de la situer autour de 40 % compte des précédents bilans. Le reliquat de raccordement peut être estimé à 2100 Equivalents Habitants.

La filière boues est présente avec une valorisation agricole à partir d'un plan d'épandage.

En conclusion, compte tenu de la charge de l'ouvrage, il est possible d'envisager le raccordement de nouveaux secteurs urbanisés ou urbanisables.

¹ Equivalent Habitant (EH) : Pollution théorique engendrée par un habitant :

- 150 litres / jour d'eaux usées
- 90 g/j de MES (Matières en Suspension)
- 60 g/j de DBO5 (Demande Biochimique en Oxygène)
- 120 g/j de DCO (Demande Chimique en Oxygène)
- 15 g/j en NTK (Azote Global Kjeldhal)
- 10 g/j en NH4 (Ammonium)
- 3 à 4 g/j en Pt (Phosphore Total)

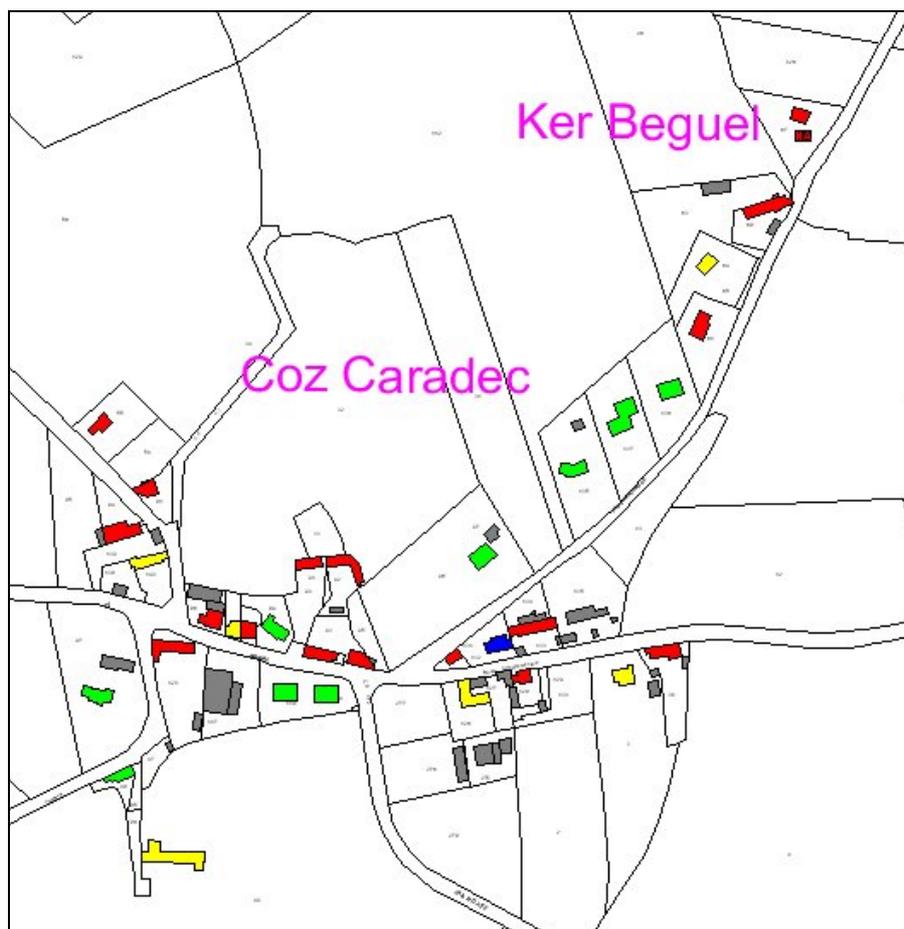
5.3 ETUDE DIAGNOSTIQUE DES ASSAINISSEMENTS AUTONOMES

La Communauté de Communes du Pays Rochois a repris la compétence « assainissement non collectif » qui était assurée par le SIDPAR qui était un syndicat intercommunal. Le diagnostic préalable à la mise en place du SPANC a été réalisé en Juin 2007. Le SPANC a délégué les contrôles de conception et de réalisation pour les habitations neuves et les réhabilitations et les contrôles de conformité pour les ventes à notre bureau d'études. Des extraits des cartes du diagnostic actualisé avec les nouvelles constructions sont insérés ci-dessous. Ces extraits ne portent que sur les secteurs où des projets d'extension de réseau sont envisagés.

Quatre couleurs indiquent la situation de l'assainissement non collectif des habitations :

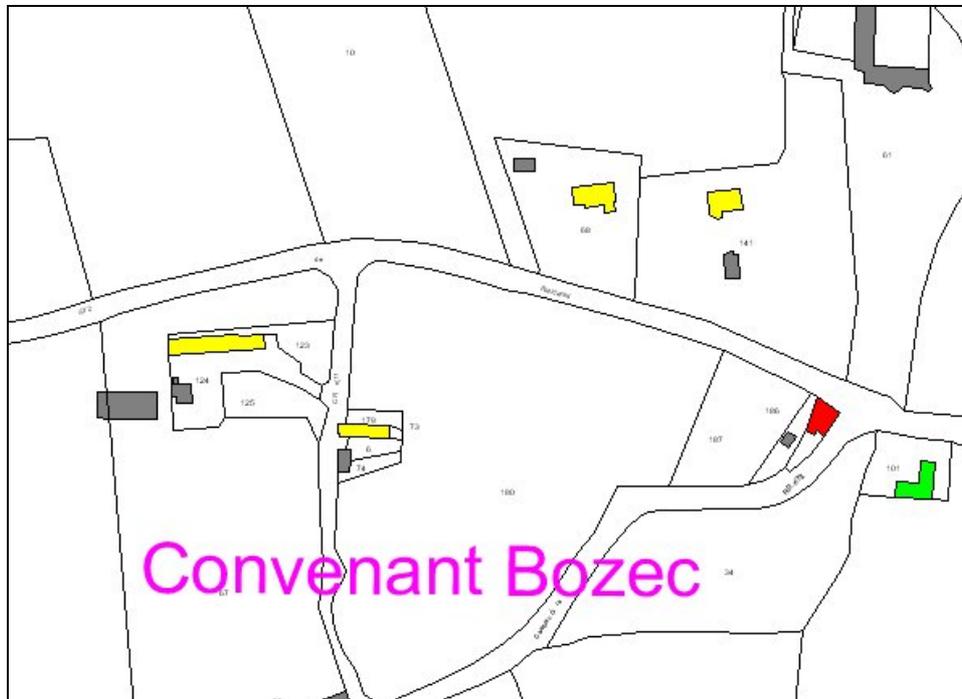
- En vert : les installations présentant un bon fonctionnement et conforme pour les constructions neuves,
- En Jaune : les installations acceptables,
- En rouge, les installations non acceptables avec rejet,
- En bleu : les installations non visitées

COZ CARRADEC Commune Langoat

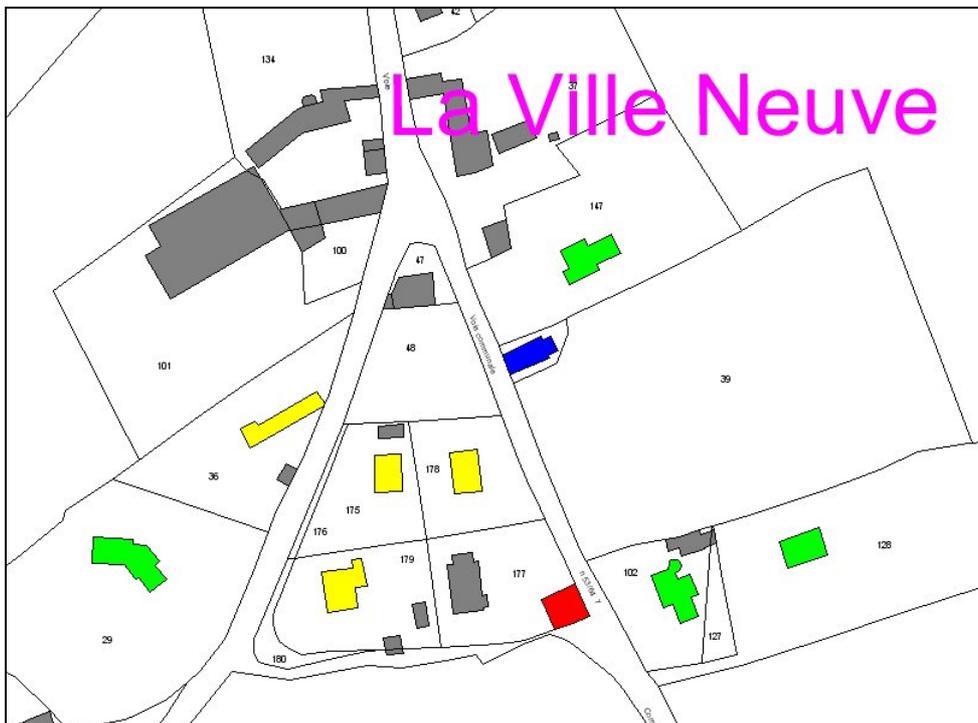




CONVENANT BOZEC Commune Langoat

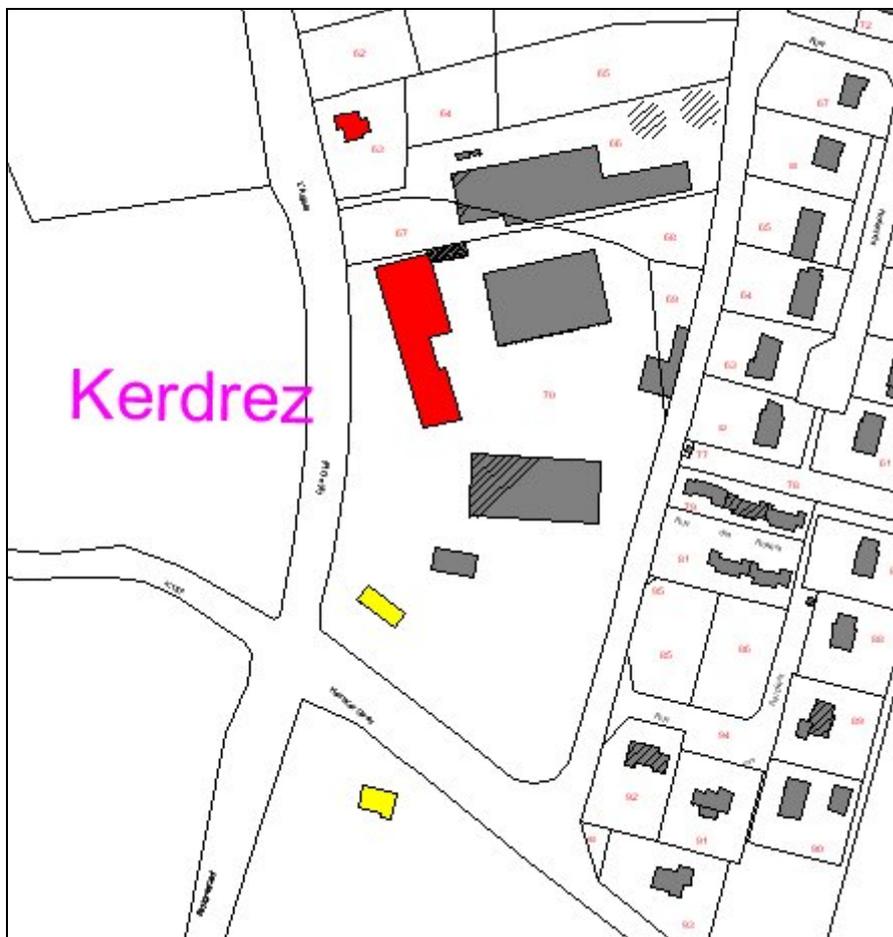


LA VILLE NEUVE Commune La Roche Derrien

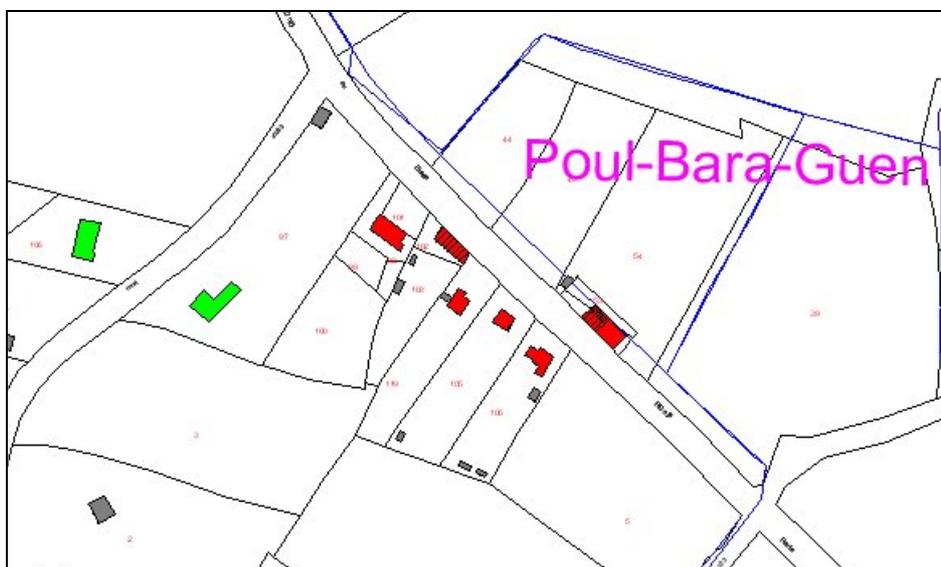




KERDREZ Commune Pommerit Jaudy



POUL BARA GUEN Commune Pommerit Jaudy





| Nom de secteurs | Bon fonctionnement | Acceptable | Non acceptable | Non visité | Total | % de bon fonctionnement | % de non acceptable |
|-----------------------------------|--------------------|------------|----------------|------------|-------|-------------------------|---------------------|
| Langoat : Coz Carradec | 9 | 6 | 17 | 1 | 33 | 27 | 52 |
| Langoat : Conventant Bozec | 1 | 4 | 1 | 0 | 6 | 17 | 17 |
| La Roche Derrien : La Ville Neuve | 4 | 4 | 1 | 1 | 10 | 40 | 10 |
| Pommerit Jaudy : Kerdrez | 0 | 2 | 2 | 0 | 4 | 0 | 50 |
| Pommerit Jaudy : Poul Bara Guen | 2 | 0 | 6 | 0 | 8 | 25 | 75 |

Le tableau ci-dessus récapitule par secteurs la répartition des habitations par classe de fonctionnement. On observe un nombre élevé d'habitations en catégorie « non acceptable » sur les secteurs de Coz Carradec et Poul Bara Guen et un nombre élevé d'habitations en « bon fonctionnement sur La Ville Neuve. De plus sur ce dernier village, les installations « acceptables » représentent 40 % du nombre total. Il n'existe pas à priori de problèmes liés à l'assainissement non collectif sur ce village. Les constructions neuves sont intégrées dans cet état des lieux.

6 ETUDE TECHNICO-ECONOMIQUE COMPARATIVE

La commune a souhaité étudier la possibilité de raccorder des hameaux au réseau d'assainissement collectif et comparer le coût estimé de ces travaux aux coûts de réhabilitation des assainissements ne présentant pas un bon fonctionnement. Ces propositions concernent les hameaux de :

- Coz Carradec et Conventant Bozec pour Langoat,
- La Ville Neuve pour La Roche Derrien,
- Kerdrez et Poul Bara Guen pour Pommerit Jaudy,

6.1 LA REHABILITATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS

Pour actualiser les scénarios, une visite sur place a été effectuée permettant d'estimer le niveau de contrainte de réhabilitation des assainissements non collectifs des habitations concernées en tenant compte de la surface de la parcelle, de son accessibilité, de son aménagement, et de sa topographie.

Quatre niveaux de contrainte sont envisageables :

- Aucune contrainte : habitation en vert sur le plan de propositions,
- Quelques contraintes : habitation en jaune,
- Fortes contraintes : habitation en orange,
- Très fortes contraintes : habitation en rouge.

Un coût de réhabilitation est proposé par habitation en fonction du niveau de contrainte :

- Aucune contrainte : 5 500 € HT comprenant une filière par épandage ou filtre à sable drainé,
- Quelques contraintes : 7 500 € HT comprenant une filière par épandage ou filtre à sable drainé alimentée par une pompe de relevage « Eaux Chargées »,
- Fortes contraintes : 9000 € HT filière identique à la précédente mais prise en compte de travaux supplémentaires liés à l'aménagement de parcelle,
- Très fortes contraintes : 12 000 € HT filière de type micro station avec prise en compte de travaux supplémentaires liés à l'accessibilité de la parcelle.



Seules les habitations ne présentant pas un bon fonctionnement ont fait l'objet d'une estimation du coût de réhabilitation.

En fonction des contraintes parcellaires relevées et de l'état de fonctionnement des assainissements non collectifs, une estimation des coûts de réhabilitation par hameau a été réalisée ainsi qu'un coût moyen de réhabilitation. Il est à comparer avec celui lié à la mise en place d'un assainissement collectif.

| Nom du Secteur | Habitations totales | Habitations en bon fonctionnement | Aucune contrainte : 5 500 € | | Quelques contraintes : 7 500 € | | Fortes contraintes : 9 000 € | | Très fortes contraintes : 12 000 € | | Coût moyen par habitation |
|-----------------|---------------------|-----------------------------------|-----------------------------|------------------|--------------------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------------------------|------------------|---------------------------|
| | | | Nombre | Coût unitaire HT | Nombre | Coût unitaire HT | Nombre | Coût unitaire HT | Nombre | Coût unitaire HT | |
| Coz Caradec | 34 | 9 | 9 | 49 500 € | 7 | 52 500 € | 3 | 27 000 € | 6 | 72 000 € | 8 040 € |
| Convenant Bozec | 6 | 1 | 1 | 5 500 € | 4 | 30 000 € | 0 | 0 € | 0 | 0 € | 7 100 € |
| La Ville Neuve | 10 | 4 | 3 | 16 500 € | 3 | 22 500 € | 0 | 0 € | 0 | 0 € | 6 500 € |
| Kerdrez | 5 | 0 | 1 | 5 500 € | 3 | 22 500 € | 1 | 9 000 € | 0 | 0 € | 7 400 € |
| Poul Bara Guen | 10 | 2 | 2 | 11 000 € | 5 | 37 500 € | 0 | 0 € | 1 | 12 000 € | 7 563 € |
| | 65 | 16 | 16 | 88 000 € | 22 | 165 000 € | 4 | 36 000 € | 7 | 84 000 € | 7 612 € |

6.2 LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Afin d'estimer le coût des travaux permettant la mise en place d'un assainissement collectif avec ou sans unité de traitement, il est nécessaire de prendre des coûts moyens des différentes composantes de ce type d'opération.

Le tableau ci-dessous liste les coûts unitaires suivants :

| RESEAU | | |
|---|--------|-------|
| | P.U. | Unité |
| Réseau gravitaire sous VC | 90 | ml |
| Réseau gravitaire sous RD | 130 | ml |
| Réseau gravitaire en terrain nu | 50 | ml |
| Réseau gravitaire sous VC avec surcoût rocher | 175 | ml |
| Réseau gravitaire sous RD avec surcoût rocher | 221 | ml |
| Regards | 550 | u |
| Refolement dans tranchée commune | 35 | ml |
| Refolement dans tranchée propre | 70 | ml |
| Branchements | 700 | u |
| Fonçage sous voie SNCF au ml | 625 | ml |
| Fonçage sous RD | 534 | ml |
| Poste de relevage (capacité < 50Eqh) | 20 000 | u |
| Poste de relevage (capacité comprise entre 50 et 100 Eqh) | 35 000 | u |
| Poste de relevage (capacité > 100Eqh) | 50 000 | u |
| Pompe de relevage individuelle | 2 000 | u |
| TRAITEMENT | | |
| | P.U. | Unité |
| Station d'épuration inférieure à 250 EH | 1 000 | EH |
| Station d'épuration supérieure à 250 EH | 800 | EH |



6.3 MODALITES D'AIDES A LA REALISATION DES TRAVAUX

Compte tenu des incertitudes d'attribution des subventions et de la clause d'exclusion liée à l'âge de la création du service d'assainissement collectif, le calcul des subventions ne sera pas réalisé. En effet, si le service d'assainissement collectif a plus de 15 ans d'existence, il est appliqué une décote qui correspond pratiquement au pourcentage de subventions. Pour éviter toute confusion, le calcul des possibilités de subvention ne sera donc pas effectué.

Pour les estimations financières, les critères financiers suivants ont été appliqués :

- Une consommation moyenne annuelle par branchement : 72 m³,
- Montant de l'abonnement annuel : 35 €,
- Surtaxe assainissement : 1,49 €,
- Taxe de raccordement : 152 €,
- Nombre d'abonnés : 1154.

Un plan dit de propositions permet de visualiser le tracé des réseaux de chaque proposition.



6.4 COZ CARRADEC ET CONVENANT BOZEC

| | | | |
|--|----|--|-----|
| Habitations totales du village | 48 | Habitations du village non comptabilisées dans la comparaison collectif/autonome | 0 |
| Habitations qui peuvent être envisagées de raccorder au futur réseau collectif | 48 | Nombre d'équivalent Habitant pris en compte dans le dimensionnement de l'unité de traitement collectif | 135 |
| Ratio en (MI) : longueur de réseau par nombre de branchements | 32 | Branchements futurs pris en compte dans le dimensionnement de la station | 6 |

| COLLECTIF | | | | |
|---|------------------------------|-------|--------|------------|
| | P.U. | Qté | Unité | Total H.T. |
| Réseau gravitaire sous VC | 90.00 | 1 548 | MI | 139 320.00 |
| Réseau gravitaire | 130.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Réseau gravitaire en terrain nu | 50.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Regards | 550.00 | 23 | Unité | 12 650.00 |
| Branchements | 700.00 | 48 | Unité | 33 600.00 |
| Refolement dans tranchée commune | 35.00 | 702 | MI | 24 570.00 |
| Refolement dans tranchée propre | 70.00 | 180 | MI | 12 600.00 |
| Poste de refolement principal | 20000 | 1 | Unité | 20 000.00 |
| Poste de refolement secondaire | 20000 | 2 | Unité | 40 000.00 |
| Pompe de relevage individuelle | 1 500 | 0 | Unité | 0.00 |
| | Total Réseau | | | 282 740 |
| Coût du réseau par branchement (honoraires, aléas et contrôles compris) | | | | 6 774 |
| Unité de traitement | 1000.00 | 150 | EH | 0 |
| | Total Traitement | | | 0 |
| | Honoraires, aléas, contrôles | | 15.00% | 42 411 |
| | Total | | | 325 151 |
| | Coût par branchement | | | 6 774 |
| | Coût par Eqh | | | 2 409 |



6.5 COZ CARRADEC

| | | | |
|--|----|--|-----|
| Habitations totales du village | 42 | Habitations du village non comptabilisées dans la comparaison collectif/autonome | 0 |
| Habitations qui peuvent être envisagées de raccorder au futur réseau collectif | 42 | Nombre d'équivalent Habitant pris en compte dans le dimensionnement de l'unité de traitement collectif | 120 |
| Ratio en (MI) : longueur de réseau par nombre de branchements | 36 | Branchements futurs pris en compte dans le dimensionnement de la station | 6 |

| COLLECTIF | | | | |
|----------------------------------|---|-------|--------|------------|
| | P.U. | Qté | Unité | Total H.T. |
| Réseau gravitaire sous VC | 90.00 | 1 018 | MI | 91 620.00 |
| Réseau gravitaire | 130.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Réseau gravitaire en terrain nu | 50.00 | 483 | MI | 24 150.00 |
| Regards | 550.00 | 20 | Unité | 11 000.00 |
| Branchements | 700.00 | 42 | Unité | 29 400.00 |
| Refolement dans tranchée commune | 35.00 | 30 | MI | 1 050.00 |
| Refolement dans tranchée propre | 70.00 | 260 | MI | 18 200.00 |
| Poste de refolement principal | 20000 | 1 | Unité | 20 000.00 |
| Poste de refolement secondaire | 20000 | 0 | Unité | 0.00 |
| Pompe de relevage individuelle | 1 500 | 0 | Unité | 0.00 |
| | Total Réseau | | | 195 420 |
| | Coût du réseau par branchement (honoraires, aléas et contrôles compris) | | | 5 351 |
| Unité de traitement | 1000.00 | 135 | EH | 0 |
| | Total Traitement | | | 0 |
| | Honoraires, aléas, contrôles | | 15.00% | 29 313 |
| | Total | | | 224 733 |
| | Coût par branchement | | | 5 351 |
| | Coût par Eqh | | | 1 873 |



6.6 LA VILLE NEUVE

| | | | |
|--|----|--|----|
| Habitations totales du village | 10 | Habitations du village non comptabilisées dans la comparaison collectif/autonome | 0 |
| Habitations qui peuvent être envisagées de raccorder au futur réseau collectif | 10 | Nombre d'équivalent Habitant pris en compte dans le dimensionnement de l'unité de traitement collectif | 33 |
| Ratio en (MI) : longueur de réseau par nombre de branchements | 20 | Branchements futurs pris en compte dans le dimensionnement de la station | 3 |

| COLLECTIF | | | | |
|---|------------------------------|-----|--------|------------|
| | P.U. | Qté | Unité | Total H.T. |
| Réseau gravitaire sous VC | 90.00 | 100 | MI | 9 000.00 |
| Réseau gravitaire sous VC avec surcoût rocher | 175.00 | 100 | MI | 17 500.00 |
| Réseau gravitaire en terrain nu | 50.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Regards | 550.00 | 5 | Unité | 2 750.00 |
| Branchements | 700.00 | 10 | Unité | 7 000.00 |
| Refolement dans tranchée commune | 35.00 | 92 | MI | 3 220.00 |
| Refolement dans tranchée propre | 70.00 | 50 | MI | 3 500.00 |
| Poste de refolement principal | 20000 | 1 | Unité | 20 000.00 |
| Poste de refolement secondaire | 20000 | 0 | Unité | 0.00 |
| Pompe de relevage individuelle | 1 500 | 0 | Unité | 0.00 |
| | Total Réseau | | | 62 970 |
| Coût du réseau par branchement (honoraires, aléas et contrôles compris) | | | | 7 242 |
| Unité de traitement | 1000.00 | 40 | EH | 0 |
| | Total Traitement | | | 0 |
| | Honoraires, aléas, contrôles | | 15.00% | 9 446 |
| | Total | | | 72 416 |
| | Coût par branchement | | | 7 242 |
| | Coût par Eqh | | | 2 228 |



6.7 KERDREZ

| | | | |
|--|----|--|----|
| Habitations totales du village | 5 | Habitations du village non comptabilisées dans la comparaison collectif/autonome | 0 |
| Habitations qui peuvent être envisagées de raccorder au futur réseau collectif | 5 | Nombre d'équivalent Habitant pris en compte dans le dimensionnement de l'unité de traitement collectif | 13 |
| Ratio en (MI) : longueur de réseau par nombre de branchements | 74 | Branchements futurs pris en compte dans le dimensionnement de la station | 0 |

| COLLECTIF | | | | |
|---|---------|-----|--------|------------|
| | P.U. | Qté | Unité | Total H.T. |
| Réseau gravitaire sous VC | 90.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Réseau gravitaire | 130.00 | 372 | MI | 48 360.00 |
| Réseau gravitaire en terrain nu | 50.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Regards | 550.00 | 6 | Unité | 3 300.00 |
| Branchements | 700.00 | 5 | Unité | 3 500.00 |
| Refoulement dans tranchée commune | 35.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Refoulement dans tranchée propre | 70.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Poste de refoulement principal | 20000 | 0 | Unité | 0.00 |
| Poste de refoulement secondaire | 20000 | 0 | Unité | 0.00 |
| Pompe de relevage individuelle | 1 500 | 0 | Unité | 0.00 |
| Total Réseau | | | | 55 160 |
| Coût du réseau par branchement (honoraires, aléas et contrôles compris) | | | | 12 687 |
| Unité de traitement | 1000.00 | 13 | EH | 0 |
| Total Traitement | | | | 0 |
| Honoraires, aléas, contrôles | | | 15.00% | 8 274 |
| Total | | | | 63 434 |
| Coût par branchement | | | | 12 687 |
| Coût par Eqh | | | | 5 075 |



6.8 POUL BARA GUEN OPTION 1

| | | | |
|--|----|--|----|
| Habitations totales du village | 10 | Habitations du village non comptabilisées dans la comparaison collectif/autonome | 0 |
| Habitations qui peuvent être envisagées de raccorder au futur réseau collectif | 10 | Nombre d'équivalent Habitant pris en compte dans le dimensionnement de l'unité de traitement collectif | 25 |
| Ratio en (MI) : longueur de réseau par nombre de branchements | 43 | Branchements futurs pris en compte dans le dimensionnement de la station | 0 |

| COLLECTIF | | | | |
|---|---------|-----|--------|------------|
| | P.U. | Qté | Unité | Total H.T. |
| Réseau gravitaire sous VC | 90.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Réseau gravitaire | 130.00 | 433 | MI | 56 290.00 |
| Réseau gravitaire en terrain nu | 50.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Regards | 550.00 | 6 | Unité | 3 300.00 |
| Branchements | 700.00 | 10 | Unité | 7 000.00 |
| Refoulement dans tranchée commune | 35.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Refoulement dans tranchée propre | 70.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Poste de refoulement principal | 20000 | 0 | Unité | 0.00 |
| Poste de refoulement secondaire | 20000 | 0 | Unité | 0.00 |
| Pompe de relevage individuelle | 1 500 | 0 | Unité | 0.00 |
| Total Réseau | | | | 66 590 |
| Coût du réseau par branchement (honoraires, aléas et contrôles compris) | | | | 7 658 |
| Unité de traitement | 1000.00 | 25 | EH | 0 |
| Total Traitement | | | | 0 |
| Honoraires, aléas, contrôles | | | 15.00% | 9 989 |
| Total | | | | 76 579 |
| Coût par branchement | | | | 7 658 |
| Coût par Eqh | | | | 3 063 |



6.9 POUL BARA GUEN OPTION 2

| | | | |
|--|----|--|----|
| Habitations totales du village | 7 | Habitations du village non comptabilisées dans la comparaison collectif/autonome | 0 |
| Habitations qui peuvent être envisagées de raccorder au futur réseau collectif | 7 | Nombre d'équivalent Habitant pris en compte dans le dimensionnement de l'unité de traitement collectif | 18 |
| Ratio en (MI) : longueur de réseau par nombre de branchements | 37 | Branchements futurs pris en compte dans le dimensionnement de la station | 0 |

| COLLECTIF | | | | |
|---|---------|-----|--------|------------|
| | P.U. | Qté | Unité | Total H.T. |
| Réseau gravitaire sous VC | 90.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Réseau gravitaire | 130.00 | 260 | MI | 33 800.00 |
| Réseau gravitaire en terrain nu | 50.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Regards | 550.00 | 4 | Unité | 2 200.00 |
| Branchements | 700.00 | 7 | Unité | 4 900.00 |
| Refoulement dans tranchée commune | 35.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Refoulement dans tranchée propre | 70.00 | 0 | MI | 0.00 |
| Poste de refoulement principal | 20000 | 0 | Unité | 0.00 |
| Poste de refoulement secondaire | 20000 | 0 | Unité | 0.00 |
| Pompe de relevage individuelle | 1 500 | 0 | Unité | 0.00 |
| Total Réseau | | | | 40 900 |
| Coût du réseau par branchement (honoraires, aléas et contrôles compris) | | | | 6 719 |
| Unité de traitement | 1000.00 | 18 | EH | 0 |
| Total Traitement | | | | 0 |
| Honoraires, aléas, contrôles | | | 15.00% | 6 135 |
| Total | | | | 47 035 |
| Coût par branchement | | | | 6 719 |
| Coût par Eqh | | | | 2 688 |



6.10 INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT COZ CARRADEC ET CONVENANT BOZEC

| | | Réseau | Station | Total |
|--------------------|-----|---------|---------|---------|
| Coût Travaux (HT) | | 282 740 | 0 | 282 740 |
| Maitrise d'Œuvre | 15% | 42 411 | 0 | 42 411 |
| Total Travaux H.T. | | 325 151 | 0 | 325 151 |

| | |
|--|---------|
| Reste à financer par la commune (H.T.) avant participations des particuliers | 325 151 |
|--|---------|

| SIMULATION SUR LA REDEVANCE DES PARTICULIERS | | | | | |
|--|-----------------|---------|------------------------------------|----|---------|
| Taxe de raccordement | Habs Existantes | 152 | Habs Existantes | 35 | 5 320 |
| | Habs Futures | 0 | Habs Futures | 6 | 0 |
| PARTICIPATION COMMUNALE | | 0 | EMPRUNT COMMUNAL BRUT | | 319 831 |
| | Taux (%) | 5,00% | Durée (Années) | | 20 |
| Coût Total | | 506 578 | Annuité | | 25 329 |
| Coût au branchement existant | | 528 | Coût au m3 sur les bases actuelles | | 7,33 |

| COUT DE FONCTIONNEMENT | | |
|---|--|----------|
| Fonctionnement et Entretien des Postes de Relèvement | | 794,52 |
| Fonctionnement et Entretien de la Station d'Épuration | | 1 200,00 |
| Entretien du réseau | | 414,72 |
| M3 assainis par branchement | | 72,00 |
| Coût de fonctionnement au m3 en euros / an | | 0,70 |

| BUDGET RECAPITULATIF PAR USAGER | | | |
|---|----------|----------|-------|
| | DEPENSES | RECETTES | SOLDE |
| Remboursement annuel de la dette | 527,69 | | |
| Abonnement forfaitaire | | 35,00 | |
| Coût de fonctionnement annuel moyen | 50,19 | | |
| Redevance moyenne annuelle | | 107,28 | |
| Redevance par m3 d'eau consommée actuellement | | | 1,49 |
| Redevance d'équilibre spécifique au projet présenté (au m3) | | | 1,78 |
| Redevance complémentaire au m3 pour équilibrer le budget | | | 0,29 |



6.11 INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT COZ CARRADEC

| | | Réseau | Station | Total |
|---------------------------|-----|----------------|----------|----------------|
| Coût Travaux (HT) | | 195 420 | 0 | 195 420 |
| Maitrise d'Œuvre | 15% | 29 313 | 0 | 29 313 |
| Total Travaux H.T. | | 224 733 | 0 | 224 733 |

| | |
|--|---------|
| Reste à financer par la commune (H.T.) avant participations des particuliers | 224 733 |
|--|---------|

| SIMULATION SUR LA REDEVANCE DES PARTICULIERS | | | | | |
|--|-----------------|----------------|---|----|----------------|
| Taxe de raccordement | Habs Existantes | 152 | Habs Existantes | 35 | 5 320 |
| | Habs Futures | 0 | Habs Futures | 6 | 0 |
| PARTICIPATION COMMUNALE | | 0 | EMPRUNT COMMUNAL BRUT | | 219 413 |
| | Taux (%) | 5,00% | Durée (Années) | | 20 |
| Coût Total | | 347 527 | Annuité | | 17 376 |
| Coût au branchement existant | | 414 | Coût au m3 sur les bases actuelles | | 5,75 |

| COUT DE FONCTIONNEMENT | | |
|---|-------|----------|
| Fonctionnement et Entretien des Postes de Relèvement | | 739,83 |
| Fonctionnement et Entretien de la Station d'Épuration | | 1 080,00 |
| Entretien du réseau | | 362,88 |
| M3 assainis par branchement | 72,00 | 3 024,00 |
| Coût de fonctionnement au m3 en euros / an | | 0,72 |

| BUDGET RECAPITULATIF PAR USAGER | | | |
|---|----------|----------|---------|
| | DEPENSES | RECETTES | SOLDE |
| Remboursement annuel de la dette | 413,72 | | |
| Abonnement forfaitaire | | 35,00 | |
| Coût de fonctionnement annuel moyen | 51,97 | | -323,41 |
| Redevance moyenne annuelle | | 107,28 | |
| Redevance par m3 d'eau consommée actuellement | | | 1,49 |
| Redevance d'équilibre spécifique au projet présenté (au m3) | | | 1,69 |
| Redevance complémentaire au m3 pour équilibrer le budget | | | 0,20 |



6.12 INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT LA VILLE NEUVE

| | | Réseau | Station | Total |
|--------------------|-----|--------|---------|--------|
| Coût Travaux (HT) | | 62 970 | 0 | 62 970 |
| Maitrise d'Œuvre | 15% | 9 446 | 0 | 9 446 |
| Total Travaux H.T. | | 72 416 | 0 | 72 416 |

| | |
|--|--------|
| Reste à financer par la commune (H.T.) avant participations des particuliers | 72 416 |
|--|--------|

| SIMULATION SUR LA REDEVANCE DES PARTICULIERS | | | | | |
|--|-----------------|---------|------------------------------------|----|--------|
| Taxe de raccordement | Habs Existantes | 152 | Habs Existantes | 35 | 5 320 |
| | Habs Futures | 0 | Habs Futures | 3 | 0 |
| PARTICIPATION COMMUNALE | | 0 | EMPRUNT COMMUNAL BRUT | | 67 096 |
| | Taux (%) | 5,00% | Durée (Années) | | 20 |
| Coût Total | | 106 272 | Annuité | | 5 314 |
| Coût au branchement existant | | 531 | Coût au m3 sur les bases actuelles | | 7,38 |

| COUT DE FONCTIONNEMENT | |
|---|--------|
| Fonctionnement et Entretien des Postes de Relèvement | 683,65 |
| Fonctionnement et Entretien de la Station d'Épuration | 320,00 |
| Entretien du réseau | 86,40 |
| M3 assainis par branchement | 72,00 |
| Coût de fonctionnement au m3 en euros / an | 1,51 |

| BUDGET RECAPITULATIF PAR USAGER | | | |
|---|----------|----------|---------|
| | DEPENSES | RECETTES | SOLDE |
| Remboursement annuel de la dette | 531,36 | | |
| Abonnement forfaitaire | | 35,00 | |
| Coût de fonctionnement annuel moyen | 109,01 | | -498,09 |
| Redevance moyenne annuelle | | 107,28 | |
| Redevance par m3 d'eau consommée actuellement | | | 1,49 |
| Redevance d'équilibre spécifique au projet présenté (au m3) | | | 1,57 |
| Redevance complémentaire au m3 pour équilibrer le budget | | | 0,08 |



6.13 INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT Kerdrez

| | | Réseau | Station | Total |
|---------------------------|-----|---------------|----------|---------------|
| Coût Travaux (HT) | | 55 160 | 0 | 55 160 |
| Maitrise d'Œuvre | 15% | 8 274 | 0 | 8 274 |
| Total Travaux H.T. | | 63 434 | 0 | 63 434 |

| | |
|--|--------|
| Reste à financer par la commune (H.T.) avant participations des particuliers | 63 434 |
|--|--------|

| SIMULATION SUR LA REDEVANCE DES PARTICULIERS | | | | | |
|--|-----------------|---------------|---|----|---------------|
| Taxe de raccordement | Habs Existantes | 152 | Habs Existantes | 35 | 5 320 |
| | Habs Futures | 0 | Habs Futures | 0 | 0 |
| PARTICIPATION COMMUNALE | | 0 | EMPRUNT COMMUNAL BRUT | | 58 114 |
| | Taux (%) | 5,00% | Durée (Années) | | 20 |
| Coût Total | | 92 046 | Annuité | | 4 602 |
| Coût au branchement existant | | 920 | Coût au m3 sur les bases actuelles | | 12,78 |

| COUT DE FONCTIONNEMENT | | |
|---|-------|--------|
| Fonctionnement et Entretien des Postes de Relèvement | | 667,39 |
| Fonctionnement et Entretien de la Station d'Épuration | | 100,00 |
| Entretien du réseau | | 43,20 |
| M3 assainis par branchement | 72,00 | 360,00 |
| Coût de fonctionnement au m3 en euros / an | | 2,25 |

| BUDGET RECAPITULATIF PAR USAGER | | | |
|---|----------|----------|---------|
| | DEPENSES | RECETTES | SOLDE |
| Remboursement annuel de la dette | 920,46 | | |
| Abonnement forfaitaire | | 35,00 | |
| Coût de fonctionnement annuel moyen | 162,12 | | -940,30 |
| Redevance moyenne annuelle | | 107,28 | |
| Redevance par m3 d'eau consommée actuellement | | | 1,49 |
| Redevance d'équilibre spécifique au projet présenté (au m3) | | | 1,55 |
| Redevance complémentaire au m3 pour équilibrer le budget | | | 0,06 |



6.14 INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT POUL BARA GUEN OPTION 1

| | | Réseau | Station | Total | |
|--|-----------------|-----------------|---|--------|--------|
| Coût Travaux (HT) | | 66 590 | 0 | 66 590 | |
| Maîtrise d'Œuvre | 15% | 9 989 | 0 | 9 989 | |
| Total Travaux H.T. | | 76 579 | 0 | 76 579 | |
| Reste à financer par la commune (H.T.) avant participations des particuliers | | | | 76 579 | |
| SIMULATION SUR LA REDEVANCE DES PARTICULIERS | | | | | |
| Taxe de raccordement | Habs Existantes | 152 | Habs Existantes | 35 | 5 320 |
| | Habs Futures | 0 | Habs Futures | 0 | 0 |
| PARTICIPATION COMMUNALE | | 0 | EMPRUNT COMMUNAL BRUT | | 71 259 |
| | Taux (%) | 5,00% | Durée (Années) | | 20 |
| Coût Total | | 112 866 | Annuité | | 5 643 |
| Coût au branchement existant | | 564 | Coût au m3 sur les bases actuelles | | 7,84 |
| COUT DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| Fonctionnement et Entretien des Postes de Relèvement | | | | 674,78 | |
| Fonctionnement et Entretien de la Station d'Épuration | | | | 200,00 | |
| Entretien du réseau | | | | 86,40 | |
| M3 assainis par branchement | | | 72,00 | 720,00 | |
| Coût de fonctionnement au m3 en euros / an | | | | 1,33 | |
| BUDGET RECAPITULATIF PAR USAGER | | | | | |
| | DEPENSES | RECETTES | SOLDE | | |
| Remboursement annuel de la dette | 564,33 | | -518,17 | | |
| Abonnement forfaitaire | | 35,00 | | | |
| Coût de fonctionnement annuel moyen | 96,12 | | | | |
| Redevance moyenne annuelle | | 107,28 | | | |
| Redevance par m3 d'eau consommée actuellement | | | | 1,49 | |
| Redevance d'équilibre spécifique au projet présenté (au m3) | | | | 1,56 | |
| Redevance complémentaire au m3 pour équilibrer le budget | | | | 0,07 | |



6.15 INCIDENCE FINANCIERE DE LA PROPOSITION CONCERNANT POUL BARA GUEN OPTION 2

| | | Réseau | Station | Total | |
|--|-----------------|-----------------|---|--------------|--------|
| Coût Travaux (HT) | | 40 900 | 0 | 40 900 | |
| Maitrise d'Œuvre | 15% | 6 135 | 0 | 6 135 | |
| Total Travaux H.T. | | 47 035 | 0 | 47 035 | |
| Reste à financer par la commune (H.T.) avant participations des particuliers | | | | 47 035 | |
| SIMULATION SUR LA REDEVANCE DES PARTICULIERS | | | | | |
| Taxe de raccordement | Habs Existantes | 152 | Habs Existantes | 35 | 5 320 |
| | Habs Futures | 0 | Habs Futures | 0 | 0 |
| PARTICIPATION COMMUNALE | | 0 | EMPRUNT COMMUNAL BRUT | | 41 715 |
| | Taux (%) | 5,00% | Durée (Années) | | 20 |
| Coût Total | | 66 072 | Annuité | | 3 304 |
| Coût au branchement existant | | 472 | Coût au m3 sur les bases actuelles | | 6,55 |
| COUT DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| Fonctionnement et Entretien des Postes de Relèvement | | | | 670,35 | |
| Fonctionnement et Entretien de la Station d'Épuration | | | | 140,00 | |
| Entretien du réseau | | | | 60,48 | |
| M3 assainis par branchement | | | 72,00 | 504,00 | |
| Coût de fonctionnement au m3 en euros / an | | | | 1,73 | |
| BUDGET RECAPITULATIF PAR USAGER | | | | | |
| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE | |
| Remboursement annuel de la dette | | 471,94 | | | |
| Abonnement forfaitaire | | | 35,00 | | |
| Coût de fonctionnement annuel moyen | | 124,40 | | -454,07 | |
| Redevance moyenne annuelle | | | 107,28 | | |
| Redevance par m3 d'eau consommée actuellement | | | | 1,49 | |
| Redevance d'équilibre spécifique au projet présenté (au m3) | | | | 1,53 | |
| Redevance complémentaire au m3 pour équilibrer le budget | | | | 0,04 | |



6.16 COMPARAISON

| Nom du Secteur | Habitations totales | Habitations en bon fonctionnement | Coût moyen par habitation en ANC | Nombre d'habitations raccordées au projet de réseau | Coût des travaux d'assainissement collectif | Coût par branchement | Surtaxe assainissement | Surtaxe complémentaire |
|--------------------------------|---------------------|-----------------------------------|----------------------------------|---|---|----------------------|------------------------|------------------------|
| Coz Carradec- Conventant Bozec | 40 | 10 | 7 570 € | 48 | 325 151 € | 6 774 € | 1,78 € | 0,29 € |
| Coz Carradec | 34 | 9 | 8 040 € | 42 | 224 733 € | 5 351 € | 1,69 € | 0,20 € |
| La Ville Neuve | 10 | 4 | 6 500 € | 10 | 72 416 € | 7 242 € | 1,57 € | 0,08 € |
| Kerdrez | 5 | 0 | 7 400 € | 5 | 63 434 € | 12 687 € | 1,55 € | 0,06 € |
| Poul Bara Guen Option 1 | 10 | 2 | 7 530 € | 10 | 76 579 € | 7 658 € | 1,56 € | 0,07 € |
| Poul Bara Guen Option 2 | 10 | 2 | 7 857 € | 7 | 47 035 € | 6 719 € | 1,53 € | 0,04 € |

Le tableau ci-dessus récapitule les éléments clés concernant l'assainissement non collectif et l'assainissement collectif. On observe que pour les hameaux de la Ville Neuve, Kerdrez et Poul Bara Guen Option 1, la solution non collective est la moins onéreuse et ceci pour des contextes différents.

Pour La Ville Neuve, la nécessité d'un poste de relevage, la présence de rocher, la longueur de réseau et le nombre élevé d'habitations classées en bon fonctionnement pénalisent la solution collective.

Pour Kerdrez, la longueur de canalisation et le surcoût lié aux travaux sur route départementale expliquent le coût des travaux.

Pour Poul Bara Guen Option 1, l'antenne envisagée pour desservir trois habitations dont deux logements neufs classés en bon fonctionnement augmente le coût des travaux et ne présente a priori pas d'intérêt.

Pour les autres estimations, l'assainissement collectif est plus intéressant que la réhabilitation des assainissements non collectifs. Cependant pour la proposition concernant les hameaux de Coz Carradec et Conventant Bozec, la topographie implique la mise en place de trois postes de relevage avec les problèmes de maintenance et de pannes inhérentes à ces dispositifs. Les contraintes parcellaires pour Conventant Bozec ne sont pas élevées et l'assainissement non collectif peut être maintenu.

Pour l'option ne reprenant que Coz Carradec, la possibilité de se raccorder sur un réseau existant de façon gravitaire est la solution la plus fiable et la plus économique. Il est quand même nécessaire de positionner un poste de relevage.

6.17 PROPOSITION DE ZONAGE

En fonction de cet état des lieux, nous proposons d'intégrer au périmètre collectif en dehors des zones urbanisables raccordables sur le réseau existant :

- Coz Carradec,
- Poul Bara Guen Option 2.

Pour Conventant Bozec, la Ville Neuve, Kerdrez et les trois habitations situées à l'ouest de Poul Bara Guen, nous proposons de les maintenir en assainissement non collectif.



7 DETERMINATION DU ZONAGE

7.1 DECISION DE LA COLLECTIVITE

Compte tenu de cet état des lieux ; le conseil communautaire a décidé de :

- zoner en assainissement collectif le territoire de la commune selon les plans annexés,
- zoner en assainissement non collectif le reste du territoire de la commune.

A l'issue de ce conseil communautaire du 12 Novembre 2013, une délibération arrête ce choix et a été transmise à la préfecture. Une copie de cette délibération est jointe au dossier page suivante.

7.2 RESEAU PLUVIAL

Compte tenu de la topographie de la commune et des projets d'urbanisation au niveau du bourg, il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour capter et réguler l'écoulement des eaux pluviales sans porter préjudice aux secteurs situés en aval.

Pour la commune de Pommerit Jaudy, un Schéma Directeur des Eaux Pluviales a été réalisé sur la commune avec des préconisations sur la collecte et l'évacuation des eaux pluviales. Il est donc nécessaire avant tout projet de consulter ce document et de prendre connaissance des recommandations et des préconisations de cette étude.



DEPARTEMENT DES COTES
D'ARMOR
ARRONDISSEMENT DE LANNION



Communauté de Communes du Haut - Trégor

CONSEIL COMMUNAUTAIRE du Mardi 12 novembre 2013
Délibération n° DEL2013-175

| | |
|-------------------------------|----------|
| Date de convocation | 04/11/13 |
| Nombre de membres en exercice | 55 |
| Nombre de membres présents | 52 |
| Nombre de votants | 52 |

L'an deux mille treize, le douze novembre à dix neuf heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Roger KERAMBRUN.

Membres titulaires présents : Pierre-Yves DROUMAGUET ; Jean Yves CARROU ; Alain SALLIOU ; Raymond ARTUR ; Nabil MASSAUDI ; Pierre-Marie EVEN ; Joël JEGOU ; Bernard FREMERY ; Danièle DAGOBERT ; Alain LUCO ; Frank-Yves RUIZ ; Arnaud PARISCOAT ; Jean-Yves MERRIEN ; Kevin GUILCHER, Hervé DELISLE, Jacques GOISNARD ; Raymonde GUILLAUME, René CLEMENT ; Jean LE CALVEZ ; Jean Yves FENVARC'H ; Michel DENIAU ; Monique GAREL ; Pierre SIMON ; Martine KEREMPICHON ; Roger KERAMBRUN ; Claude CARPENTIER ; Anne Françoise PIEDALLU ; Michel MAGNE ; Rolande CLOCHET, François LE FLOC'H ; Jean-Jacques COTON ; Charles NICOLAS ; Janine LE BECHEC ; Patricia LE GOAS ; Yves LE DIUZET ; André LE MOAL ; Gilles RANNOU ; Cathy GAUTIER-DUVAL ; Michel SOHIER ; Jean Michel HUON ; Jean LE MERDY ; Louis AUGES ; Jacky THOMAS ; Michel LE QUEMENER ; Jeanine PERROT ; Jean-Luc LE BOUDER ; Serge HENRY ; Sylvie BROUDIC.

Membres suppléants : Claudie GUEGAN ; Mariannick LE CORRE ; Ingo ZEPPENFELD ; Guy GAUTIER.

Membres titulaires excusés : Jean Louis EVEN ; Dominique JAGUIN ; René FEUNTEUN ; Christian LE ROI ; Thierry HAMON ; Hervé LINTANF ; Jean Yves UNVOAS

Secrétaire de séance : Monsieur Hervé DELISLE

Objet : Etudes de zonage assainissement

VU la loi sur l'eau du 03 janvier 1992

VU l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux dispositions nécessaires de délimitation des zonages d'assainissement,

Après en avoir délibéré,
le Conseil communautaire
à l'unanimité

- **VALIDE** le périmètre d'étude tel qu'annexé comprenant :
. les extensions de COZ CARADEC à LANGOAT et POUL BARA GUEN à POMMERIT - JAUDY,
. les ajustements de zonage sur les Communes de LA ROCHE DERRIEN, LANGOAT et POMMERIT-JAUDY
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à mettre à l'enquête publique ce projet de modification du zonage d'assainissement



Pour extrait et copie conforme

Le Président
Roger KERAMBRUN



8 AVERTISSEMENT

Les dispositions résultant de l'application du présent Plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

- La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.
- Qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.)

Les habitants de la commune se répartiront donc entre usagers de "l'assainissement collectif" et usagers de "l'assainissement non-collectif".

A – Les usagers relevant de l'assainissement collectif

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.



A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

Le propriétaire résidant actuellement dans une propriété bâtie :

- Qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement sous domaine privé en limite du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée.

Et qui d'autre part sera redevable auprès du service public d'assainissement collectif :

- De la Taxe de raccordement,
- De la redevance assainissement dont le montant est fixé annuellement par une délibération du conseil communautaire et qui contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

Le futur constructeur :

- De la Taxe de raccordement,
- De la redevance assainissement dont le montant est fixé annuellement par une délibération du conseil communautaire et qui contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

B - Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif

Ils ont l'obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages si la collectivité n'a pas décidé la prise en charge d'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, la Loi sur l'Eau dans son article 35-§I et I §II fait obligation aux collectivités de contrôler les dispositifs d'assainissement non-collectif. La mise en place de ce contrôle technique communal devait être assurée au plus tard le 31.12.2005.

Les collectivités prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont



fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des collectivités et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par **arrêté du 7 Septembre 2009** fixant les modalités du contrôle technique exercé par les collectivités sur les systèmes d'assainissement non-collectif.

Cette vérification se situe essentiellement à deux niveaux :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages.

- Pour les autres installations : au cours de visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la collectivité n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non-collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges. Cette périodicité doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile (arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 – article 15) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraissage.

A la mise en place effective de ce contrôle, l'usager d'un système non-collectif sera soumis au paiement de "redevances" qui trouveront leur contre-partie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

La procédure, les éléments pris en compte et les documents à fournir lors de ce contrôle sont fixées par l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.



9 ANNEXE : PRINCIPES GÉNÉRAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

9.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES

9.1.1 RÈGLES D'IMPLANTATION DES DISPOSITIFS DE TRAITEMENT

L'emplacement du dispositif de traitement doit être situé hors zones destinées à la circulation et au stationnement de tout véhicule (engin agricole, camion, voiture,...), hors cultures, plantations et zones de stockage. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau.

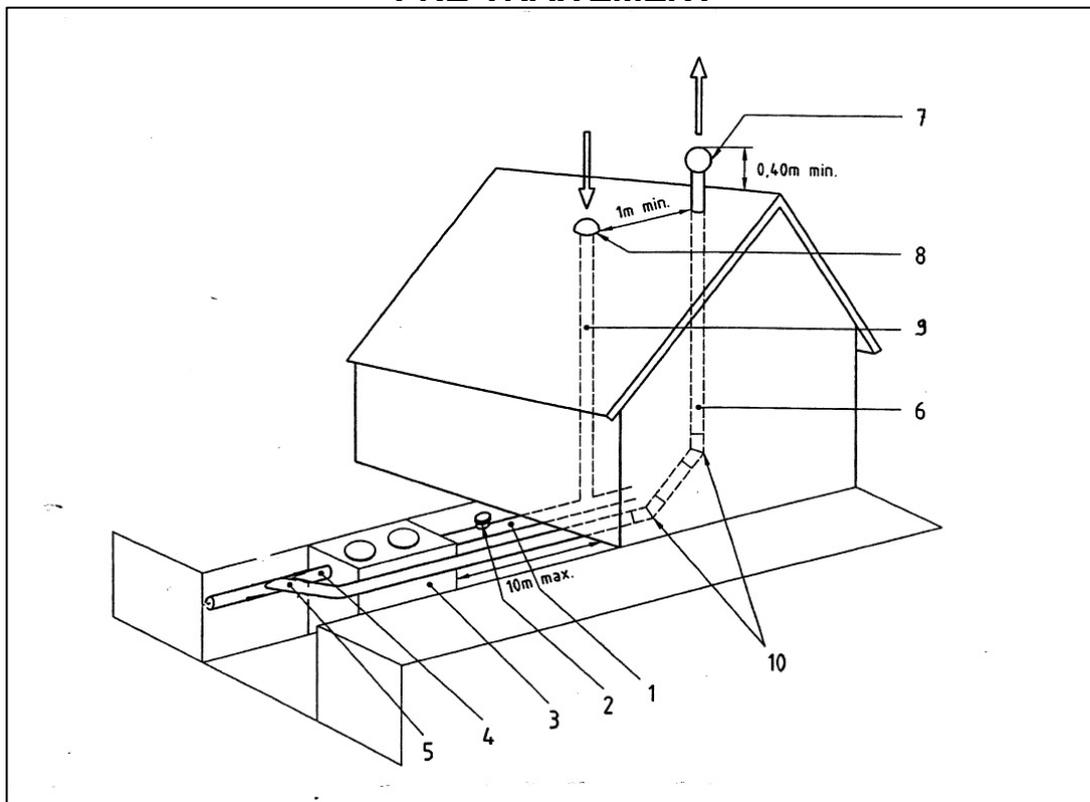
L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un point de captage d'eau potable, d'environ 5m par rapport à l'habitation et de 3 m par rapport à toute limite séparative et de tout arbre développant un système racinaire développé. Ces distances peuvent être adaptées localement.

9.1.2 EXECUTION DES TRAVAUX ET MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS

Les engins de terrassement ne doivent pas circuler sur le dispositif de traitement à la fin des travaux. La terre végétale décapée doit faire l'objet d'un stockage sélectif afin d'être réutilisée en recouvrement des dispositifs de traitement. Les tampons de visite des équipements doivent être situés au niveau du sol, afin de permettre leur accessibilité. Les dispositifs de traitement sont destinés à épurer les eaux prétraitées dans la fosse toutes eaux et ne doivent en aucun cas recevoir d'autres eaux.

La mise en œuvre des canalisations de liaison en PVC entre les différents éléments de la filière doit respecter les prescriptions de la norme NF P 41-213.

PRE-TRAITEMENT



Légende :

- 1 Canalisation d'amenée (pente comprise entre 2 et 4 %)
- 2 Té de branchement ou d'inspection
- 3 Fosse septique
- 4 Canalisation d'écoulement (pente de 0,5% mini)
- 5 Piquage de ventilation réalisé par une culotte à 45° à positionner au dessus du fil d'eau
- 6 Tuyau d'extraction Ø 100 mm mini (passage possible à l'intérieur de la maison)
- 7 Extracteur statique ou éolien à positionner à 0,40 m au dessus du faitage
- 8 Chapeau de ventilation primaire (entrée d'air)
- 9 Colonne de ventilation primaire raccordée à l'évacuation des eaux usées (WC, lavabo, baignoire ...)
- 10 Succession de 2 coudes à 45°



9.2 TRAITEMENT

Pour ce qui concerne les différentes filières de traitement, l'arrêté du 7 Septembre 2009 préconise toujours à l'heure actuelle les mêmes filières d'assainissement listées ci-dessous avec une priorité sur l'utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration (tranchées d'épandage). Par contre, ce nouvel arrêté ouvre à l'utilisation de nouveaux procédés qui feront l'objet d'un contrôle de fonctionnement et de résultat selon le protocole fixé par cet arrêté. Lorsque ces filières auront répondu aux différentes exigences, une publication au Journal Officiel permettra leur préconisation au même titre que les filières habituellement préconisées.

L'arrêté du 7 septembre 2009 précise dans son article 17 les modalités de mise en place et d'entretien de toilettes sèches. Ce procédé se limite exclusivement aux eaux vannes. Pour les eaux grises, il sera nécessaire de préconiser une filière autorisée par l'arrêté.

Le Journal officiel du 25 avril 2012 a publié un arrêté qui modifie les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC, afin d'harmoniser l'édifice réglementaire mis en place par les trois arrêtés du 7 septembre 2009 avec les modifications introduites par la loi Grenelle 2.

Depuis l'année 2010, un certain nombre de procédés et d'équipements de traitement des eaux usées destinés aux maisons individuelles est autorisé sur le marché après parution au Journal Officiel. Compte tenu de l'évolution constante des solutions proposées et des limites spécifiques à chaque produit en particulier le nombre d'équivalents habitants pris en compte ; nous ne fournissons pas de liste et de documents techniques de ces filières compactes. Par contre, il est possible d'en prendre connaissance auprès de votre Service Public d'Assainissement Collectif.